

# AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LUTTES SOCIALES

*Réunis au sein du « Cercle Populaire d'Etudes », un certain nombre d'amis de la région du Sud-Ouest viennent de publier un rapport fort intéressant sur la nécessité de l'expansion régionale. Ils se sont plus spécialement attachés à définir les causes du sous-développement de la région Midi-Pyrénées et ils ont, en conclusion de leurs travaux, tenu à bien préciser leur opinion sur l'importante prise, à l'heure actuelle, par ce qu'il a été convenu d'appeler « l'aménagement du Territoire ».*

*Au moment où l'Assemblée nationale vient d'aborder ce débat, selon les méthodes propres au régime gaulliste, c'est-à-dire en imposant des solutions sans qu'elles aient été préalablement étudiées par les organismes syndicaux ou les collectivités politiques et économiques qui y sont directement intéressées, il nous a paru nécessaire de tenir nos lecteurs informés de cette étude réalisée selon notre conception d'une « démocratie socialiste ».*

DEPUIS 1950, on parle de l'Aménagement du Territoire. Mais l'attention ne s'y est presque exclusivement portée qu'à l'occasion des effets des problèmes posés quand ceux-ci sont apparus brusquement dans leur gravité. L'analyse et l'étude des causes de ces problèmes ont été négligées.

## Statistiques du XIX<sup>e</sup> siècle

**D**epuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la France a vécu dans un cadre protectionniste et dans l'inflation, qui ont masqué les données fondamentales des problèmes économiques. De plus, l'économie française a été jugée en fonction des chiffres globaux de la production et de la consommation, et non de la répartition géographique de ses activités. Certes, cette tendance n'était pas spécifiquement française et nous la retrouvons depuis quelques années dans tous les traités d'unification économique de l'Europe. On a oublié que les chiffres n'ont pas la même signification dans toutes les régions, dans tous les pays. Il ne suffit pas en effet de savoir combien un pays produit de tonnes de charbon ou de quintaux de céréales, il faut également savoir dans quelles conditions il les produit : répartition géographique, productivité et rentabilité des entreprises, conditions des travailleurs, etc.. Car il est facile d'additionner les productions de blé du Nord

où les rendements dépassent 65 quintaux à l'hectare, et celles des cantons montagneux du Sud-Est ou du Massif-Central où les rendements sont souvent dix fois inférieurs, pour en faire une moyenne nationale. Mais oublier que les conditions de travail et de vie du paysan du plateau central ne sont pas comparables à celles du paysan de la Beauce ou du Nord et que leurs réactions ne peuvent pas être les mêmes, c'est masquer les problèmes qui ne manqueront pas un jour de se poser dans toute leur acuité, celle de la nécessité d'un réaménagement.

Si l'on parle aujourd'hui d'Aménagement du Territoire, affirmant qu'il ne peut se faire que par l'intervention de l'Etat, c'est que ce qui a été réalisé jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale par l'Economie libérale s'est avéré insuffisant ou inexistant. Il est ainsi apparu sans discussion aucune, que laisser faire l'initiative privée aboutirait à l'accentuation des disparités géographiques, les zones riches continuant à avoir tendance à s'enrichir, et les zones pauvres à s'appauvrir, ce qui équivaut à reconnaître que tous les déséquilibres régionaux sont une résultante de la nature même du libéralisme.

## Contre une centralisation dévorante

Certes, la localisation dans le Nord de la France des grands gisements charbonniers et

métallurgiques constitue une cause des disparités régionales que connaît la France. Mais le malthusianisme de l'entre-deux-guerres en est une cause non moins importante. Cependant, la cause essentielle parce qu'originelle de ces disparités est le caractère même de l'économie libérale qui n'est autre que la loi du profit et de la concentration capitaliste. (C'est cette loi qui a tout naturellement permis l'utilisation du gaz de Lacq, non sur la région de production, mais dans des régions à forte concentration industrielle.) Ce n'est que par le biais des interventions des pouvoirs publics dans le domaine économique que l'on peut s'attaquer à la centralisation dévorante et provoquer un renouveau régional. Ce qui ne pose aucun problème en économie dirigée et d'autant plus en économie socialiste, ne peut se concevoir dans le cadre de l'économie libérale.

### Le gouvernement et l'Aménagement du Territoire

La question de l'Aménagement du Territoire est donc à l'ordre du jour. Le mouvement des travailleurs vers l'Est et le Nord, la grève de Decazeville, l'agitation des départements bretons ont préparé des sections plus larges de l'opinion à comprendre ce problème, parce qu'il les touche matériellement, parce qu'il a cessé d'être une affaire de spécialistes. Les dirigeants les plus éclairés du capitalisme moderne sentent le danger. Beaucoup d'entre eux acceptent et réclament aujourd'hui une planification de plus en plus rigide qu'ils refusaient catégoriquement par principe il y a seulement 10 ou 15 ans. Ils sont de la même manière portés à se préoccuper plus sérieusement du problème de l'Aménagement du Territoire. Il est significatif en effet que le comité dit des plans régionaux, qui avait été créé le 31 décembre 1958 pour assurer l'établissement de ces plans et leur coordination dans le cadre du Plan national et de la politique d'aménagement du territoire vienne, par un décret paru début août 1963 au « Journal Officiel » d'être remis à jour en fonction notamment de la création des délégations de l'aménagement du territoire et au district de Paris. Rappelons aussi que c'est cette année, le 27 mars, que la Commission Nationale de l'Aménagement du Territoire a été installée par le Premier ministre. Instituée auprès du Commissaire général au Plan, cette Commission a pour mission de l'assister dans la nouvelle tâche qui lui a été confiée : « procéder aux études concernant la conception

et l'aménagement du territoire et intégrer leurs conclusions dans les plans de développement économiques et sociaux ». Il y a un grave danger, pour les dirigeants du capitalisme moderne en place, à laisser trop s'aggraver les disparités régionales. Pompidou affirme : « Notre préoccupation étant d'assurer à toutes les régions un développement harmonieux et parallèle, nous souhaitons que vous vous penchiez sur le cas le plus intéressant, c'est-à-dire celui des régions qui connaissent, ont connu ou risquent de connaître un retard » (27 mars — aux membres de la Commission). Il est prêt avec son équipe à se donner le beau rôle si cela est nécessaire. Il pourra affirmer la responsabilité de l'opinion publique, qui peu avertie de la gravité des problèmes, n'a apporté aucun soutien aux promoteurs, ou encore s'en prendre à certains intérêts privés ou corporatifs qui préfèrent les facilités du malthusianisme aux risques de la lutte. Ce n'est pas la première fois que le capitalisme aujourd'hui gaulliste se heurte aux intérêts de secteurs capitalistes moins avancés (cf. guerre d'Algérie).

### Un aspect du « contre-plan »

Ce serait une grave faute de la part des organisations des travailleurs de laisser l'initiative aux hommes du pouvoir dans cette question importante. Il leur faut intervenir, poser les problèmes en fonction de leurs intérêts de classe et des exigences d'une économie moderne. L'élaboration du V<sup>e</sup> Plan doit être l'occasion pour les organisations ouvrières et paysannes et de travailleurs intellectuels, de regrouper leurs forces en fonction d'objectifs communs, tels qu'un véritable aménagement du territoire conforme à leurs intérêts. Ce serait là à la fois un excellent moyen de contester la politique patronale et gouvernementale tant économique et sociale qu'internationale, de populariser les données de l'injustice sociale, de montrer le gaspillage à côté du sous-développement et de besoins essentiels non satisfaits, enfin de faire la preuve de la maturité des classes travailleuses et de préparer leur unité. S'abstenir serait dangereux et permettrait au gouvernement de tirer bénéfice d'opérations démagogiques, de mettre en chantier si cela est nécessaire quelques opérations spectaculaires d'aménagement, d'apparaître comme plus moderne que son opposition ou plutôt ses oppositions.

## **Les luttes sociales de demain**

Il est d'autres occasions que la lutte à l'occasion du V<sup>e</sup> Plan, pour populariser la volonté des travailleurs dans le domaine de l'aménagement du territoire. Elles ne sont pas moins essentielles. Il y a eu la grève de Decazeville, qui a vu par exemple pour la première fois dans le Sud-Ouest des manifestations groupant ouvriers et paysans. Il faut bien avouer que la grève des mineurs, si elle a été très importante par la démonstration de force qu'elle constituait, a aussi été d'une certaine façon un recul par rapport à celle de Decazeville. En effet, aucune organisation syndicale et politique n'a mis le doigt sur le fond du problème. La classe ouvrière s'est battue à cette occasion en ordre dispersé et n'a

pas su unir les objectifs des mineurs des houillères à ceux des travailleurs de Lacq ou des mineurs de fer de Lorraine, en posant par exemple en particulier le problème de l'Aménagement du Territoire, ou celui de l'organisation du secteur nationalisé. Cet effort difficile n'a pas été entrepris. Très vite, le gouvernement a su tronçonner la grève et isoler les mineurs. Il n'y a pas eu de liaison régionale par exemple entre les mineurs de Carmaux et les travailleurs de Lacq, ensemble en grève au début. Il faut tenir compte de cet échec pour l'avenir, il faut tirer la leçon de ces événements, préparer dès maintenant patiemment, au niveau de la prise de conscience des travailleurs, (et d'abord de leurs cadres), de leur organisation et de leur stratégie, les luttes de demain. C'est un immense travail qui ne fait que commencer.

*Tribune Socialiste* n° 173  
14 décembre 1963  
Page 12